

<https://ecoleemancipee.org/Nous-ne-paierons-pas-la-crise-encore-une-fois>



Nous ne paierons pas la crise encore une fois

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2020-2021 - CN mars 2021 -



Publication date: vendredi 12 mars 2021

Creation date: 12 avril 2021

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Recherche de croissance infinie par la mise en concurrence du travail et des profits, exploitation déraisonnée des écosystèmes, dégradations des services publics qui peinent à amortir les effets des crises successives, le capitalisme nous conduit droit dans le mur. Cette pandémie qui pour la première fois, touche toutes les sociétés et les économies du monde, explose sur un terreau conflictuel, particulièrement actif en 2019. Elle a mis en évidence et exacerbé les problèmes préexistants, fruits de 40 ans de politiques néolibérales mais elle a aussi enrayé ces machines économiques à bout de souffle.

Serait-ce la fin de ce système capitaliste ? L'oligarchie financière n'est pas pour autant prête à renoncer comme elle l'a montré après la crise financière de 2008. Aveugles aux risques de désordres sociaux et environnementaux, les tenants du néolibéralisme n'ont d'autre projet que de continuer comme avant, faire perdurer coûte que coûte un système qui enrichit toujours les plus riches. On se dirige vers une saison 2 de dividendes encore plus faste et les plans de suppression de postes vont continuer. Et ça ne ruisselle toujours pas...

Les gouvernements ont cherché à amortir les effets à court terme de la pandémie mais les plans sociaux annoncés et les arbitrages budgétaires montrent que les politiques néo-libérales et austéritaires sont toujours à l'oeuvre. Ces amortisseurs sociaux n'auront qu'un temps et laisseront, si ce n'est déjà fait, les populations les plus précarisées, ceux et celles qui auront par ailleurs tenu les pays à bout de bras, sans protection. Les désordres sociaux, que craignent déjà des chercheurs du FMI, ne manqueront pas d'émerger à plus ou moins long terme. Mais les gouvernants restent sourds aux risques sociaux à venir et le « quoi qu'il en coûte » va se payer cher si les populations ne sortent pas rapidement de leur sidération : remboursement de la dette publique, accélération de la politique de l'offre, pression sur le travail et les services publics...

Face aux mobilisations sociales de 2019, le covid a eu, dans un premier temps, des effets pacificateurs de solidarité et de cohésion sociale, comme l'ont montré le premier confinement et la relative acceptation des mesures d'urgence sanitaire, mais elle a aussi permis au gouvernement de renforcer son pouvoir et mettre en place des politiques sécuritaires infantilisantes et liberticides.

Dans ces conditions, et de nombreux signes le montrent, il faut se préparer à un brutal retour de bâton social et politique. Pour y faire face, il faudra combiner la résistance au niveau de chaque secteur, de chaque entreprise et une logique alternative globale.

Et nous en sommes capables. Nous avons un outil qui a été en capacité de mobiliser de manière significative notre milieu le 26 janvier et le 4 février. Oui sans doute, pas la hauteur de ce que nous aurions pu espérer, mais bien plus que d'autres champs professionnels. Et dans tous les cas, nous pouvons être fières de ce que nous avons réussi à faire dans une période incomparable.

Nous avons avec la crise sociale et économique qui s'annonce, la responsabilité de renverser la table et de prendre enfin le virage du 21ème siècle avec un autre modèle social plus juste, plus respectueux de la planète et plus émancipateur. Nous avons la responsabilité d'engager le mouvement syndical et social pour que le « plus jamais ça » devienne une réalité.